



# Ensemble! 69 - La Lettre

la lettre bimestrielle d'Ensemble! 69 - Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

## édito

### Dans un monde qui bascule, le défi de repenser notre avenir commun ...

Nous ne pouvons plus l'ignorer : nous vivons un véritable « basculement » du monde. Ce phénomène se manifeste tout d'abord à travers des crises ou des guerres multiples et terrifiantes, comme au Soudan ou au Congo, et parmi celles-ci, deux sont aux épicentres de ces bouleversements mondiaux.



Au Moyen-Orient d'abord, où l'offensive du gouvernement Netanyahu a entraîné une destruction massive et un génocide en cours à Gaza, tout en accélérant la colonisation de la Cisjordanie, et en intensifiant les tensions au Liban avec les frappes destructrices contre le Hezbollah. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle s'accompagne de menaces de guerre contre l'Iran. En Syrie, la chute subite du régime d'Assad a permis de réouvrir l'avenir pour le peuple syrien, mais avec de grands défis et risques comme on le voit aujourd'hui avec l'offensive des fidèles du régime déchu, les tueries à l'encontre des Alaouites et les risques de violences intercommunautaires. L'accord entre les Kurdes et le nouveau régime de Damas porte aussi un espoir, mais les défis qui se présentent au peuple syrien restent immenses. Au final, c'est tout le Moyen-Orient qui est déstabilisé.

En parallèle, la guerre en Ukraine se poursuit, l'agression russe s'est transformée en une guerre d'usure. Le peuple ukrainien, avec courage et détermination, résiste face à cette offensive. L'Ukraine tient bon compte tenu de sa situation, montrant la fragilité de la rhétorique de Trump. Poutine va devoir préciser ses buts de guerre...



Mais ce basculement ne se limite pas aux conflits armés. Nous assistons également à une contre-révolution trumpienne, qui remet en question les fondements de la démocratie et des relations internationales. Les actions de Trump, marquées par une brutalité inédite, révèlent une hostilité envers l'Europe et un nationalisme exacerbé qui privilégie les intérêts américains au détriment de la coopération mondiale. Les conséquences de cette politique sont inquiétantes : trahison de l'Ukraine, capitalisme prédateur qui ignore les droits des peuples et les enjeux écologiques jusqu'à la réaffirmation des visées impériales sur le Canada, le Groenland ou le Panama, et une politique économique pour le moins erratique entre hausses des tarifs de douane et chutes boursières qui entraîne une instabilité générale..

Ce vers quoi on bascule est un monde chaotique lourd de menaces multiples. Face à cela, la question se pose : comment réagir ? L'Europe se trouve à un carrefour décisif. Doit-elle relever le défi ou céder face à ces forces déstabilisatrices ? Les mouvements de gauche, écologistes, démocratiques doivent redéfinir les conditions de leur combat pour faire face à ces enjeux colossaux. Nous sommes à un tournant de notre histoire. Les défis qui nous attendent sont immenses, mais ils offrent également une opportunité de repenser notre avenir commun. Ensemble, nous devons nous engager à bâtir un monde plus juste, plus solidaire et plus respectueux des droits de chacun et chacune.

## Sommaire

- 1 Éditorial
- 2 Politique
- 3 Féminisme
- 4 Ecologie, Antiracisme
- 5 Pages des élu·es
- 6-7 Pages ouvertes à L'APRES et Génération.s
- 8-11 Solidarité Internationale
- 12 Vie du mouvement

### Ensemble! 69 La Lettre

Maison des Passages,  
44 rue St Georges,  
69005 LYON  
contact :  
contact@ensemble69.org

Comité de rédaction :  
Margot Backès-Marx,  
Laurence Boffet, Roger  
Champ, Armand Creus,  
Gilles Lemée, Denise  
Milbergue, Arnaud Peyre,  
Alain Touleron  
Ont participé au numéro :  
Anne Charmasson-Creus,  
Gilbert Dumas, Bertrand  
Gueguen, Bernard Teissier,  
Victor Defosse, Louna Entrena,  
Constantin Bacher

## Extrême droite : quoi de neuf depuis la fermeture de la Traboule ?



L'actualité est si préoccupante que nous n'avions pas encore fait le point sur les agissements des groupuscules d'extrême droite à Lyon. La Traboule et l'Agogé ont donc pu être fermés grâce à l'acharnement des actions menées par le collectif Fermons les Locaux Fascistes auquel nous participons. Certes, ce sont les dissolutions décidées par le Premier ministre de l'époque qui ont permis d'atteindre cet objectif. Mais ces dissolutions ont été décidées le 26 juin, à 3 jours du premier tour des élections législatives, par un gouvernement en panique pour tenter de sauver le bilan de ses député-es. Preuve s'il en était besoin que cette décision politique pouvait être prise plus tôt, donc que le 1er ministre n'était pas très sensible aux multiples alertes de FLF, mais aussi des sénateurices, députée-es, Maire et élu-es de la Ville de Lyon. Pour rappel, le Conseil Municipal de Lyon avait voté à l'unanimité un vœu pour la fermeture de ces locaux en décembre 22, vœu également voté au Conseil Métropolitain.

Par ailleurs, plusieurs attaques et agressions sont passées devant la justice et été condamnées (attaque de la Maison des Passages, plusieurs attaques au couteau).

Ainsi, les dérives croissantes auxquelles nous faisons face ces dernières années sont pour partie stoppées, provisoirement. Cette fermeture a indéniablement rendu l'atmosphère plus respirable montée du Change, dans le Vieux-Lyon, et plus largement dans toute la ville de Lyon.

Faut-il pour autant plébisciter les dissolutions ? Incontestablement, non. On ne dissout ni les idées, ni les personnes qui les diffusent. Mais lorsqu'un local ayant pignon sur rue est ouvert pour recruter des diffuseurs de haine, lorsqu'il répond à toutes les exigences administratives de sécurité, la dissolution devient le seul recours légal. C'est pourquoi FLF doit continuer à informer sur la dangerosité de l'extrême droite, ses actions, le recyclage de ses membres en attachés parlementaires, pour faire tomber les masques de l'extrême droite.

Pour autant, nous n'en avons pas fini avec l'implantation de l'extrême droite à Lyon. L'Action Française utilise un local à Lyon 2<sup>e</sup>, 38 cours de Verdun Perrache, et reçoit du public pour des formations tous les vendredis soir. L'ISSEP, l'école des cadres fachos de Marion Maréchal-Le Pen n'est pas loin, 56 rue Denuzière. Bien sûr, la tendance n'est pas vraiment vers moins d'extrême droite, donc notre vigilance ne doit pas faiblir. Savourons néanmoins nos réussites, et trouvons-y la force de poursuivre nos combats.

Eric Declais

## Une Préfète en pointe sur la « ligne Retailleau » !

Avec son collègue de Haute-Garonne, la Préfète du Rhône Fabienne Buccio s'était portée volontaire pour « expérimenter » dans son département un nouveau dispositif visant à mettre hors de leur logement des sans abris hébergés depuis un certain temps pour en héberger d'autres et ainsi « fluidifier » la gestion de la misère ! Toujours aux avant-postes pour appliquer la ligne la plus dure du ministre Retailleau, ce volontariat malgré son caractère scandaleux ne surprenait hélas pas.

Mais le Ministre Rebsamen (aménagement du territoire et décentralisation) mettait pourtant fin à cette expérimentation, disant « vouloir éviter les remises sèches à la rue ». Surprise, lors d'une cérémonie de remise de la légion d'honneur à la Préfète en mars, le Président Macron vole à son secours en déclarant « les hauts fonctionnaires n'ont de hauteur que s'ils osent. Merci d'avoir osé ». Lui, en tout cas a osé : désavouer un Ministre en outrepassant ses pouvoirs constitutionnels.

## Du Trumpisme à la française : les CESER dans le collimateur

Petit rappel : le CESER (Conseil Économique Social et Environnemental Régional) est l'assemblée consultative du Conseil Régional et représente la "société civile" organisée avec 3 collèges (syndical, patronal et associatif). Les CESER sont des espaces de confrontation d'idées entre des personnes qui a priori ont des intérêts divergents, la plupart du temps dans l'intérêt général, ou plutôt dans la construction d'un consensus autour d'une vision partagée de l'intérêt général.

Quel danger les menace ?

Le projet de loi de simplification de la vie économique (n°481) poursuit son chemin parlementaire et un amendement déposé par 6 députés de droite et extrême droite demandant la suppression des CESER a été confirmé en commission (**CS525 Assemblée nationale** <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/amendements/0481/CSVIECO/525>)

C'est clair : pas besoin des citoyens dans la vie politique ! « ils coûtent trop cher et leurs avis sont inutiles, personne ne les lit » La mobilisation s'organise, à Lyon l'intersyndicale réagit ainsi que le président de région décidé à défendre « son » Ceseur. Dans d'autres Ceseur les réactions s'organisent comme en Nouvelle Aquitaine par exemple. Nous en parlerons sûrement.

D. Milbergue



Consultez régulièrement notre site et  
notre page Facebook, faites les connaître :  
le site : [www.ensemble69.org](http://www.ensemble69.org)  
la page Facebook : @Ensemble69



## 8 mars : Fortes, fières et en lutte !

A Paris comme dans toute la France les manifestations du 8 mars ont impressionné par la puissance et le dynamisme de la mobilisation : à Paris 48 000 selon la police, 120 000 selon les organisatrices, Selon le collectif « Grève féministe », elles ont été suivies par plus de 250 000 personnes, dans une centaine de villes en France. A Lyon, la police annonce 9 300 participant-es, le collectif Droits des femmes 69, 15 000. Au delà de la bataille de chiffres, on retiendra une mobilisation exceptionnelle. Un cortège immense, joyeux mais aussi déterminé, en colère, engagé, intergénérationnel : chorégraphiques, hymne des femmes, chansons de France Gall, Clara Luciani et autres, mêlées aux slogans : « Le patriarcat, c'est de la gangrène, on l'élimine ou on en crève ! » « Nous sommes fortes, nous sommes fières et féministes et radicales et en colère ! », « Siamo tutti antifascisti »... L'accueil aux fenêtres était chaleureux même si tout le monde ne répondait pas au « Ne nous regardez pas, rejoignez-nous ! », il n'était pas rare cependant de voir des passantes avec leurs enfants rejoindre la manif pour quelques mètres, se prendre en photo dans la manif, participer quelques instants ...

La lutte contre les inégalités sociales était mise en avant : « A travail égal, salaire égal », « Retraites des femmes, retraites infâmes », ainsi que la défense des services publics, le droit à l'avortement à consolider encore et toujours, la solidarité avec les femmes à la rue, la lutte contre les lois Darmanin et les projets Retailleau, le combat pied à pied contre l'extrême droite et ses idées qui se répandent en France et partout dans le monde.

La dimension internationale était aussi bien présente avec la solidarité affirmée avec les femmes de Palestine, d'Ukraine, de Kanaky, d'Amérique latine qui ont pu prendre la parole dès le début de la manifestation et qui ont participé à la manifestation (cortège Palestine notamment).

La mobilisation s'est poursuivie sur la Place Guichard jusqu'à 20h et plus, (place un peu trop petite malheureusement pour accueillir tout ce monde), avec les Rosies et les chorales féministes métropolitaines : un très bon moment de partage, d'engagement et de solidarité féministe.

Nous voici donc regonflées à bloc pour poursuivre les combats qui seront essentiels à mener dans la période difficile qui nous attend. Le mouvement féministe va continuer à prendre toute sa part dans les luttes sociales (retraites, services publics, luttes pour l'emploi...), dans les luttes contre l'extrême droite et le racisme, dans la solidarité avec les exilé-es et pour un accueil digne...

Pour en savoir plus : la prise de parole du collectif droit des femmes 69 : <https://www.planning-familial.org/fr/le-planning-familial-du-rhone-69/international/retour-sur-le-8-mars-lyon-2773>

Le collectif rassemble des associations féministes et progressistes, des syndicats, de nombreux partis politiques de gauche...

Anne Charmasson-Creus



### Des 50 ans du mouvement des « prostituées de Saint Nizier » aux luttes actuelles

Le 19 mars, au théâtre de l'Elysee, on projetait le film de Carole Roussopoulos, Les prostituées de Lyon parlent dans le cadre de « La suite du Monde »

Il y a 50 ans, celles qu'on appelle alors « les prostituées lyonnaises » occupent l'église de Saint Nizier pour protester contre le harcèlement policier. Elles dénoncent les procès verbaux à répétition qu'elles subissent et réclament le droit à la sécurité sociale en contrepartie des impôts qu'elles paient et des sommes importantes que leurs amendes rapportent à l'Etat. L'action inspire des mouvements dans d'autres villes en France et jusque dans d'autres pays....

La cinéaste militante féministe Carole Roussopoulos filme l'occupation. Les femmes confient à la caméra leurs histoires personnelles, leurs rapports avec la société, leurs conditions de travail et leurs revendications. La projection du film était précédée d'une rencontre animée par la librairie Terre des livres entre deux autrices, des membres de l'association Cabiria et Helice, des acteurs et actrices de l'époque notamment une militante du MAN (Mouvement d'action non violente) et Christian Delorme (curé des Minguettes à l'époque), qui avait soutenu leurs luttes. Public nombreux et échanges parfois tendus mais toujours intéressants.

Cette soirée s'inscrivait dans une programmation proposée par La salle de bains (1 rue Louis Vitet 69001) du 6 mars au 26 avril autour d'une exposition « ça commence souvent par des problèmes - Carole Roussopoulos » et avec des événements jusqu'en juin, rencontres, discussions, spectacles, récits, présentation d'ouvrages... C'est à la fois un anniversaire et un temps fort pour parler des luttes de celles et ceux qui se revendiquent comme des travailleuses-ses du sexe. Programmation à retrouver sur : <https://lasalledebains.net/>



photo Sylvie Frenillot

### Quelques dates à venir :

- **le dimanche 6 avril**, rassemblement en réaction à la mal nommée « Marche pour la vie » : 15h, place Guichard, pour le droit à l'IVG, à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, contre les antichoix et l'extrême droite
- **Samedi 12 avril**, à la Maison des Passages, Salon des livres féministes « Délivrées » proposé par l'association « Femmes Solidaires »
- **Samedi 26 avril**, manifestation des fiertés lesbiennes à Lyon

# Reculs tous azimuts sur l'environnement, la biodiversité, la sécurité sanitaire ...

En 2011, Nicolas Sarkozy alors Président avait lâché « les questions d'environnement, ça commence à bien faire ! ». 15 ans plus tard, nos ministres actuels ne le disent pas aussi crûment, mais ils et elles le pratiquent désormais sans retenue. Les reculs sur les questions écologiques sont légion :

- attaques contre l'Office Français de la Biodiversité (dont nombre de députés de droite derrière Laurent Wauquiez demandent la suppression pure et simple, relayant et amplifiant les attaques lancées notamment par la FNSEA)
- Loi d'orientation agricole, permettant d'utiliser à nouveau des pesticides, des néocortinoïdes.
- Attaques répétées contre « les normes » et les organismes étatiques qui les produisent et les font appliquer. Sont particulièrement ciblés l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail), l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement). Certains rêvent tout haut d'un coup de tronçonneuse à la Trump ou Milei ...

Un exemple local qui nous touche : dans la Métropole de Lyon, une étape importante avait été franchie dans le combat contre les PFAS dits « polluants éternels » avec une mobilisation conjointe des associations, des habitants, de la Métropole de Lyon, débouchant sur la volonté de mener à bien une étude d'imprégnation des populations exposées aux émissions industrielles de PFAS dans le sud-ouest lyonnais. Ce projet d'étude, appelé PERLE, porté par l'Institut éco-citoyen de Fos sur Mer qui a déjà à son actif un certain nombre d'études du même genre était sur les rails. Mais voilà que les subventions attendues au niveau national sur les crédits de recherche ont été annulées, remettant gravement en cause la faisabilité du projet.

Ces reculs, on les retrouve à tous les niveaux, de l'échelon local au sommet de l'Etat, en passant par la Région AuRA où Wauquiez et son successeur Pannekoucke étaient déjà bien partis depuis longtemps dans les restrictions sur les financements en termes de projets écologiques et par contre très favorables au projet de JO d'hiver dans les Alpes malgré la dégradation des conditions climatiques.

Tous ces reculs sont portés par la vague droitiste qui a trouvé dans « l'écolo-bashing » un levier démagogique facile. Le vote en commission à l'Assemblée nationale pour la suppression totale des ZFE, porté par les députés RN et LR, en est une illustration (quelles que soient les critiques qu'on peut porter sur les conditions de mises en œuvre et d'accompagnement de ces ZFE).

Cette vague droitiste touchant une bonne partie de l'Europe, il ne faut pas s'étonner de la voir provoquer une série de reculs au niveau de l'Union Européenne, notamment au sujet de l'utilisation des pesticides.

Heureusement, les mobilisations citoyennes face aux pollutions de l'eau, de l'air et de la terre, face aux grands projets inutiles, face à l'artificialisation des sols, face aux projets miniers, ont grandement progressé depuis une bonne dizaine d'années. Progression en termes de compétence, de savoir faire juridique et médiatique, de capacités organisationnelles, de mise en réseau à l'échelle internationale. C'est l'essor de ces mobilisations citoyennes qui nous permet de garder l'espoir que la spirale descendante actuelle pourra s'inverser.

Alain Touleron

# 22 Mars : Large mobilisation antiraciste

Il était temps, vraiment temps de manifester contre tous les racismes, tous et toutes ensemble, les collectifs citoyens, les associations, les syndicats, les organisations politiques de gauche.

A Lyon, comme partout, grand succès de la manifestation qui a rassemblé 7000 personnes : toutes générations confondues avec une forte expression de la jeunesse notamment à travers la Jeune Garde et aussi un cortège d'une centaine de jeunes mineurs isolés en recours pour la reconnaissance de leur minorité : actuellement « logés » sous des tentes dans le Jardin des Chartreux, ils aspirent à un véritable hébergement et au respect de leurs droits. La manifestation était donc massive et pacifique et on se demande vraiment pourquoi les CRS ont cru bon d'intervenir à la Guillotière, semant la panique dans le cortège et entraînant la chute de nombreux et nombreuses manifestant-es. On compte des blessures sérieuses. Fallait-il vraiment que la presse puisse parler d'incidents ? Les organisateurs ont adressé une lettre ouverte à la préfète à ce sujet (voir ci-joint).

A propos d'incident, on peut déplorer -et condamner- les scènes pénibles qui se sont déroulées place Bellecour, avant le départ de la manif : des personnes cagoulées ont violemment pris à partie les militant-es écologistes, arrachant, brûlant des drapeaux, leur reprochant leur inaction (et quelques expulsions) concernant l'hébergement des migrant-es. Ils ont également voulu « virer » de la manif une élue socialiste pour la même raison.

Cela aurait pu ternir le succès de cette manifestation très unitaire, qui augure bien de toutes les mobilisations à venir, tellement indispensables face à tout ce qui nous menace.

Margot Backès-Marx

### *Lettre ouverte des organisations à la Préfète du Rhône* (extraits)

À Lyon, le 22 mars 2025, plus de 7000 personnes se sont réunies dans les rues de Lyon pour manifester contre le racisme et la xénophobie (...) À l'initiative d'un grand nombre d'organisations, la manifestation s'est déroulée sous le signe de l'unité pour l'égalité des droits, la défense de nos libertés et contre les mesures prises à l'encontre des personnes étrangères (...).

Ce rassemblement pacifique, marqué par l'unité et la dignité, a pourtant été interrompu à la Guillotière par une intervention brutale et soudaine des forces de l'ordre. Sans sommation préalable, une charge des CRS a été lancée sur le cortège, provoquant la chute de quelques dizaines de manifestant-es, parmi lesquels des familles et des personnes âgées. Nous avons assisté avec stupeur au matraquage au sol de certaines personnes. La situation était calme, sans danger et aucun incident ni comportement agressif n'a été constaté de la part des manifestant-es. Pourquoi être intervenu à cet endroit précis, place Gabriel Péri, déjà très investie par les forces de l'ordre ?

Nous condamnons fermement cette répression violente. Cette intervention contre les manifestant-es ne fait qu'alimenter une tension inutile et met en lumière un problème systémique concernant le traitement des manifestations pacifiques. Nous exprimons notre solidarité avec toutes les personnes blessées, et nous les assurons de notre soutien. Nous exigeons une enquête sérieuse et transparente sur les événements survenus à la Guillotière afin d'établir les responsabilités et de s'assurer que de tels actes de violences policières soient condamnés et ne se reproduisent plus. (...)

Nous nous engageons à poursuivre nos efforts pour faire avancer la cause contre le racisme et l'injustice sous toutes ses formes. Nous restons déterminé-es à faire entendre nos voix et à exiger une société où l'égalité et le respect de chacun-e sont la norme, et non l'exception.



**Laurence BOFFET**  
VICE-PRÉSIDENTE MÉTROPOLE DE LYON  
Déléguée à la Politique de concertation - participation  
citoyenne  
membre du groupe MIRS  
CONSEILLERE MAIRIE LYON 1<sup>ER</sup>  
Délégation "Solidarités internationales"

Pour être informé de l'activité de Laurence BOFFET  
connectez-vous et suivez sa page Bluesky :  
@laurenceboffet.bsky.social  
Contact mail : l.boffet.metropole@gmail.com

## Le RSA est devenu une ressource sous surveillance

*intervention an nom du groupe MIRS! au Conseil de Métropole du 17 mars 2025*

L'expérimentation France Travail a montré que lorsqu'on accompagne correctement les bénéficiaires du RSA qui le souhaitent, les résultats étaient au rendez-vous. A quoi bon le faire donc en premier lieu ?

Nous avons depuis le début averti que le contexte dans lequel cette expérimentation cachait une autre volonté, celle du contrôle social des plus pauvres, de façon extrême, avec la transformation du RSA qui d'un filet de sécurité se transforme petit à petit d'un droit avec peu de contreparties en une rémunération de travail forcé, si les décrets de la dernière loi passent.

En attendant il ne s'agit plus que d'une ressource sous surveillance, sans moyens pour l'accompagnement puisque de l'expérimentation il n'est plus question et d'une généralisation de l'accompagnement avec les moyens qui vont avec il n'est donc plus question non plus. Nous ne pouvons qu'espérer l'abandon définitif des 20 heures d'activité obligatoire, et en attendant nous demandons de ne pas appliquer le moindre contrôle les concernant car nous n'avons pas d'autres moyens que d'accompagner vraiment avec les budgets qui restent.

Mais ce n'est pas étonnant de faire croire aux carottes quand tous les premiers ministres depuis 2017 ne veulent en réalité que les bâtons.

Par ailleurs puisqu'on parle de simplification des services publics, une allocation ou une sécurité sociale du travail pourrait même être une économie.

Dans un autre registre, je suis également pour rappeler que le RSA devrait être généralisé pour l'ensemble des jeunes de 18 à 25 ans, comme pour l'ensemble des autres adultes de notre société.

Nous avons lancé la politique du RSJ, non pas en concurrence avec les autres aides comme cela est

mensongèrement dit mais comme un accompagnement le plus inconditionnel possible qui permet de s'inscrire dans les interstices du mille-feuille des aides nationales, dans un esprit qui permet le plus possible l'émancipation des jeunes les plus en difficulté. Le succès de ce dispositif se mesure aussi au nombre de structures locales qui ont maintenant l'agrément pour le délivrer.

Les coupes budgétaires répétées depuis des années dans l'enseignement supérieur et la recherche, l'éducation, le logement ou encore l'écologie montrent que la jeunesse est l'une des premières cibles de cette casse organisée. La jeunesse fait-elle peur au gouvernement ? Emmerde-t-elle un peu trop jusqu'au Rassemblement National ? Cette jeunesse n'a décidément rien pour leur plaire. En retour, ces derniers sabotent son avenir et accentuent sa précarisation. Derrière les coupes budgétaires, des mesures attaquent systématiquement la jeunesse dans sa pluralité, qu'elle soit étudiante ou travailleuse. En 2025, le gouvernement "offre" la réforme du RSA comme nouvelle punition et ne parle absolument pas de RSA jeunes. Cette contre-réforme fragilise également le secteur culturel, et en particulier le statut des artistes-auteurs, en plus de couper le financement du pass culture. Le secteur culturel local se mobilise d'ailleurs le 20 mars prochain devant le rectorat, lieu de rassemblement tout à fait symbolique, nous les soutenons.

Nous voterons les attributions aux différentes structures d'accompagnement au RSA et au RSJ, avec le soin qu'elles devront prendre à brandir surtout les carottes et certainement pas les bâtons.

## Métropole / St Genis Laval

### Hôpital Henri Gabrielle : les suites d'une résistance obstinée

Neuf ans de combat ! C'est par ces mots que commence l'assemblée générale de l'association de défense contre la fermeture de l'Hôpital Henri Gabrielle à St Genis Laval. La présidente rappelle aussi le soutien d'un grand nombre d'élu·es de la Métropole tous et toutes invité·es. Seule Laurence Boffet (Vice-Présidente et membre d'E!) était présente. Elle a pu préciser que le PLUH (plan local d'urbanisme et d'habitat) avait entériné le classement du site de l'hôpital en USP (zone d'équipement d'intérêts collectifs et services publics). Ce qui veut dire entre autres que la partie médico-sociale de l'établissement relève du budget des collectivités territoriales, dont on sait qu'il n'est pas brillant.

Autre inquiétude de l'association : le manque d'engagement par écrit des élu·es et l'absence de projet de

construction des HCL (Hospices Civils de Lyon) qui annonce la date possible de 2031 !

L'incertitude et la crainte de l'absence de construction engendre cette inquiétude mais ne désespère pas les nombreux habitants de St Genis Laval venus soutenir l'association. Ils sauront faire face à leur maire lors de la campagne municipale à venir !

L'association, comme à son habitude, ne baisse pas les bras. Elle va continuer d'alerter sur les conséquences de la fermeture, questionner les élu·es sortant·es, informer les agent·es et usager·es de l'hôpital du Vinatier de la dégradation de la prise en charge en psychiatrie du fait de la construction d'un nouvel hôpital sur leur terrain boisé. Courageusement ils et elles continuent leur lutte.

Denise Milbergue



## Projets en vue pour le Nouveau Front Populaire

Depuis janvier, Ensemble! Villeurbanne a repris des contacts avec les partis constituants du NFP à Villeurbanne : Les Ecologistes, PS, PC, LFI, Génération.s.

De ces rencontres est née l'envie de proposer un événement public, d'une union de la gauche élargie, invitant associations et syndicats, pour rencontrer les citoyens sur le thème de la Santé : « Comment vous soignez-vous ? » Plusieurs réunions ont eu lieu et le projet se structure : pour le samedi 17 mai après midi,

- 3 marches depuis Charpenne, Saint-Jean et Les Brosses qui se rejoignent Place Lazare Goujon
  - Stands associatifs et prises de paroles de 15h à 18h
  - Thématiques envisagées : Gériatrie, Psychiatrie, Urgences
- Cet événement sera précédé de tractages pour l'annoncer. En espérant que cela vous donne envie de contribuer à cet événement : nous aurons besoins d'être nombreux en amont et le jour J !

Bertrand Gueguen

## Vaulx-en-Velin

### Quand Hélène Geoffroy redécouvre Beit Sahour (Palestine)

Lors du Conseil Municipal du 6 Février dernier, la Maire Hélène Geoffroy se gargarisait d'avoir acté en ce jour un « véritable » jumelage avec la ville palestinienne de Beit Sahour, alors qu'auparavant rien ne se serait fait sur la question palestinienne. Face à cette contre-vérité, les organisations PCF, Les Ecologistes, LFI, Ensemble!, On s'en mêle, ont tenu à réagir par un communiqué commun le 6 mars, d'autant que ce soudain intérêt au peuple palestinien peut sembler porter un parfum d'instrumentalisation à 12 mois des prochaines municipales. Nous publions quelques extraits de ce communiqué :

*"Il convient de rappeler à Mme Geoffroy que la solidarité envers le peuple palestinien a existé bien avant son arrivée sur la ville et que l'histoire de notre ville ne commence pas en 2014. Le premier acte d'amitié conclu avec la ville de Beit Sahour remonte à l'été 1997 sous l'égide de Maurice Charrier, qui s'est rendu à quatre reprises par la suite dans notre ville jumelle. Ce pacte d'amitié était renforcé par la conclusion d'un pacte de solidarité en 2008.*

*Rappelons à Mme Geoffroy que le 7 Juin 2010, devant près de 500 Vaudais, le Maire de l'époque Bernard Genin hissait le drapeau de la Palestine sur le fronton de la mairie, en présence du Maire de Beit Sahour et de l'Ambassadeur palestinien en France. Ce drapeau, en signe de solidarité avec le peuple palestinien, est resté près d'un an sur le fronton de notre ville malgré les injonctions du Préfet et les menaces et insultes dont avait été victime le Maire de l'époque. (...)*

*Il convient également de rappeler à Mme Geoffroy, qui souffre sans doute d'amnésie, que durant 10 ans elle a catégoriquement refusé d'exprimer publiquement le moindre soutien envers le peuple palestinien et notre ville jumelle de Beit Sahour. (...)* Alors, Mme Geoffroy, les Vaudais ne sont pas dupes et ne gèberont pas votre réécriture de l'histoire. (...) Si Mme Geoffroy s'ancre réellement dans la solidarité avec le peuple palestinien, nous exigeons de sa part que la Ville prenne officiellement position pour la reconnaissance de l'Etat palestinien et demande formellement au gouvernement français de procéder à cette reconnaissance diplomatique, (...) que le nom de nos villes jumelles et leurs drapeaux apparaissent sur les panneaux annonçant nos entrées de villes.

*Enfin, nous encourageons l'ensemble des élus à réclamer auprès de Mme Geoffroy qu'elle fasse état publiquement des liens qu'elle a pu avoir ou des actions concrètes qu'elle a pu mener avec notre ville jumelle de Beit Sahour."*

## Page ouverte à : L'APRES 69

*Dans le cadre du travail commun que nous développons avec nos partenaires L'APRES et Génération.s dans le Rhône, nous ouvrons désormais une page de notre Lettre à ces deux mouvements.*



*L'Association pour une République Écologique et Sociale (APRÈS) est une association politique qui œuvre au maintien d'une position unitaire au sein du NFP, sur la base d'une ligne radicale et d'un programme de rupture.*

*Dans le cadre du rapprochement d'Ensemble ! Génération.s et de l'APRÈS, la décision a été prise de partager nos moyens de communication. Dans ce contexte, l'Après Rhône remercie Ensemble! 69 de lui ouvrir ses colonnes.*

## L'économie du donut : une boîte à outil éclairante / efficiente ?

Le productivisme est mort (ou du moins, la croissance infinie) !

Voilà le constat qui pourrait être dressé en raison de la finitude des ressources planétaires.

Cela a un impact réel sur le grand récit historique de la gauche, qui, par la production, voulait faire émerger une plus grande équité sociale.

Aujourd'hui, ce grand récit n'attire plus hors des milieux militants et n'est plus efficient seul pour lire le monde.

Même si à ce jour, la gauche intègre dans ses discours les limites planétaires, elle n'a pas encore réussi à les intégrer en tant que notion primordiale.

Le temps est désormais compté pour recréer un imaginaire commun à la gauche et aux écologistes; imaginaire commun qui n'est plus aussi central qu'à l'époque de la Gauche Plurielle.

Cet imaginaire est d'autant plus nécessaire pour combattre les deux autres imaginaires majeurs de notre société occidentale :

- l'imaginaire néolibéral, hégémonique des années 70 jusqu'à 2008, se désagrège au profit des apolitiques et de l'extrême droite. On voit bien que le bloc central qui dérive à droite est fini. Ils sont d'ailleurs obligés de s'unir pour rester au pouvoir, preuve de leur instabilité et de leur déclin.

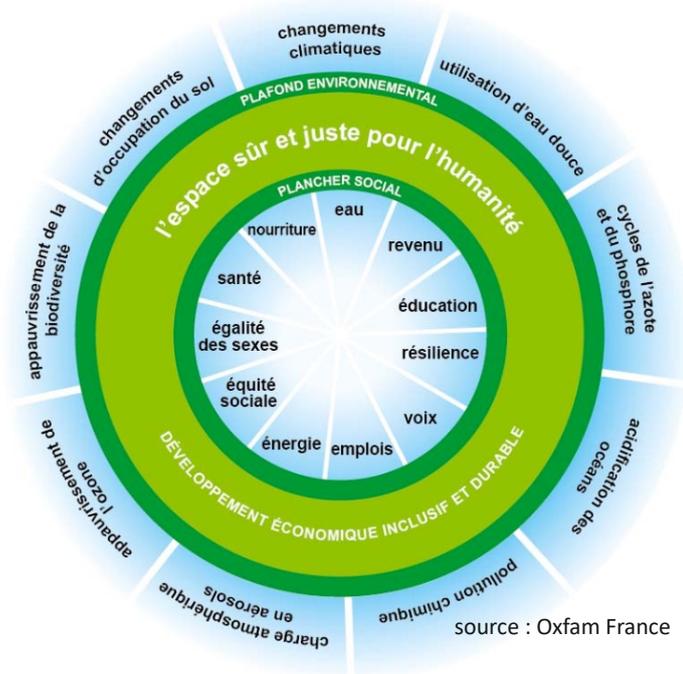
- l'imaginaire impérialiste / fasciste, porté par les grandes fortunes (les 1%), en utilisant l'effondrement du néolibéralisme, instrumentalise les difficultés des catégories populaires afin de se maintenir au pouvoir. Il détruit ainsi les entités supranationales et normatives pour revenir au rapport de force seul.

Mais alors, comment construire ce nouvel imaginaire ?

Une possibilité est à utiliser : la théorie du donut comme boîte à outil et comme un moyen à utiliser pour restructurer notre représentation de l'économie.

La théorie du donut a été élaborée en 2017 par l'économiste britannique Kate Raworth.

Elle théorise que l'économie ne doit exister qu'entre deux limites : un plancher social, subventionnant les besoins jugés fondamentaux de tout individu ; et un plafond environnemental, permettant de rendre ces besoins durables pour les générations futures.



Cette théorie permet de proposer un modèle alternatif à l’imaginaire néo-libéral basé sur la croissance infinie, et bats en brèche l’imaginaire impérialiste basé sur le rapport de force en remettant au centre les besoins de tous les individus.

A contrario, nous pensons qu’elle peut être une base à un imaginaire collectif de gauche.

Pourquoi cela ?

Car elle permet une synthèse pertinente entre les partis de gauche traditionnels, principalement tournés vers une amélioration des conditions sociales, avec ceux des écologistes, concernés par la question environnementale.

De plus, cette théorie a déjà conquis une partie des imaginaires par le best-seller *“Doughnut Economics: Seven ways to think like a 21<sup>st</sup> century economist”* et la reprise de ces travaux par de nombreux chercheurs.

Au-delà du monde universitaire, le graphique simple et le nom interpellant permettent une diffusion efficace, pouvant toucher tous les milieux sans distinction de leurs bords politiques.

Cependant, la création de cet imaginaire ne pourra se faire que si il est abondamment proposé, défendu et diffusé par les partis et leurs représentants, les associations et les personnalités publiques.

La Gauche et les écologistes ne peuvent se permettre d’attendre plus longtemps pour combattre l’imaginaire impérialiste qui risque de devenir une hégémonie culturelle. Si rien n’est fait en ce sens, la gauche risque d’avoir à se contenter des grandes villes, devenues bastions voire ghettos.

Nous devons nous rappeler les enseignements d’Antonio Gramsci : si nous désirons que nos idées structurent la société, il faudra au préalable gagner la bataille culturelle.

Victor DEFOSSE & Louna ENTRENA

## Page ouverte à : Génération.s 69

*Génération.s est un parti politique fondé le 1<sup>er</sup> juillet 2017 par Benoit Hamon et défend des idées novatrices sur le modèle social français ainsi que sur la transition écologique et la mutation numérique. Génération.s est un mouvement politique résolument humaniste, écologiste, européen et féministe.*

« Oui, à mesure que grandit le pouvoir du Parti socialiste, grandit sa responsabilité ». Par cette phrase le camarade Jaurès donnait, le 26 novembre 1900, un résumé de son argumentaire. Un vif débat agita les socialistes d’alors, sur la tactique à adopter pour le mouvement socialiste français. Jaurès plaïdait, non pour l’usage unique de la réforme comme seul vecteur de la victoire prolétaire, mais pour investir tous les interstices de la structure capitaliste, toutes « les fissures du sol ancien ».

Il rappelait que des socialistes prenaient déjà part à l’État bourgeois, au travers de la direction de municipalités comme Lille, Fourmies ou Marseille. Il rappelait que si se faisant, les maires devaient faire respecter des lois bourgeoises, il permettait également d’infléchir la politique capitaliste de l’intérieur faisant ainsi « d’abord œuvre de réforme et dans

la réforme, œuvre commençante de révolution ». Enfin il concluait sur l’importance de l’unité des socialistes.

125 années plus tard, cet argumentaire est toujours autant d’actualité. Les forces de la réaction progressent. Elles gouvernent de grandes puissances à l’international. En France, ses idées, ses partis, son agenda avancent, soutenus par les capitalistes. Dans ces moments difficiles, la gauche doit donc assumer ses responsabilités. Parce qu’a grandi son pouvoir, a grandi sa responsabilité.

L’unité des forces politiques et syndicales de gauche et du centre ont permis d’arriver en tête des élections législatives de juin-juillet 2024. Pour autant, comme l’a montré le refus fait à la première coalition de la chambre de former un gouvernement, si l’unité de la gauche, de ses composantes, est une condition essentielle de la victoire, elle ne saurait en être la seule.

Ces « défaites encourageantes » doivent questionner notre logiciel de pensée. Pourquoi vouloir gagner, si ce n’est pour faire advenir un monde d’égalité, de justice sociale et environnementale ? L’organisation sociale actuelle tout

entière tournée vers le capital, porte une lutte intrinsèque. La lutte des classes.

Jaurès donnait trois conditions à la lutte des classes. La première, une division matérielle de la société, possédants des moyens de production contre possédants de la force de travail utilisant ces moyens de production, résultant une aliénation des seconds aux premiers et un antagonisme d'intérêts. La deuxième, la possibilité d'une alternative, l'opposition de deux types de société. La troisième la conscience d'une capacité d'auto-émancipation du prolétariat. Si la première est toujours aujourd'hui d'actualité (notre camp social n'exploite-t-il pas les moyens de productions au service d'une oligarchie de milliardaires ?), les deuxièmes et troisièmes nous font défaut. Félicien Faury nous illustre que le manque d'imaginaire alternatif, joue un rôle prépondérant dans l'acceptation de l'ordre capitaliste et le choix d'une division raciste (et non plus matérialiste) de la société. Il nous faut affirmer notre crédibilité à gouverner. Non pas auprès des composantes traditionnelles de l'État bourgeois, les réactionnaires et les capitalistes. Non. C'est auprès de notre camp social qu'il nous faut affirmer notre crédibilité. Nous devons démontrer notre capacité à être une force du changement. Il nous faut incarner tant un modèle autre de société, qu'une force dont notre camp social peut se saisir pour organiser son auto-émancipation. Ces forces doivent s'incarner localement, comme au travers des municipalités que nous administrons.

Ainsi, l'enjeu des élections municipales à venir ne peut se résoudre en de simple bataille d'appareils, à la recherche d'affirmations hégémoniques. Il doit consister en la capacité de nos partis à s'incarner comme une force politique au service d'un nouveau projet de société, ouvert sur notre camp social. Le changement nous l'avons en bilan. Retour en régie publique de l'eau, soutien à l'insertion sociale, lutte contre les inégalités alimentaires, lutte contre les inégalités sanitaires du fait de la pollution et de la bétonisation. Si nos municipalités doivent également « faire appliquer les lois de l'État bourgeois », tel que le disait Jaurès, elle n'en reste pas moins une force de changement nécessaire. Ces victoires précitées, sont celles de majorités d'union de la gauche et du centre. C'est de cette union qu'est née notre capacité à prendre le pouvoir, pour changer un bout de l'ordre social.

Ainsi il nous faut organiser la poursuite de son action. Les municipales et les métropolitaines de mars 2026 ne doivent pas être celles de la victoire des partis du capital, au détriment des partis de notre camp social. Pour éviter la défaite il nous faut, comme le disait encore Jaurès, l'unité de nos forces. Si nos discussions doivent exposer nos désaccords, traiter les questions de dissensions politiques et stratégiques, elles ne doivent pas détériorer nos chances de victoires. Parce que le peuple uni ne sera jamais vaincu.

**Constantin Bacher**

## Solidarité internationale

### Rien n'est réglé en Kanaky.

### Liberté immédiate pour les prisonniers politiques !

Après six mois d'attente de l'État français, une phase nouvelle de discussions conduite par Manuel Valls, ministre des outre-mers, s'est engagée en février et devrait se poursuivre dans les prochains jours. Une délégation du FLNKS menée par Emmanuel Tjibaou a d'abord été reçue à Paris avant un déplacement du ministre en Nouvelle Calédonie. Sur place, M. Valls a reconnu la "base politique et juridique" que constitue l'Accord de Nouméa et le document fourni à l'issue de ces premières rencontres comme base pour des négociations à venir le reconnaît, "une seule voie s'ouvre à nous : celle d'un accord politique suivant un chemin de réconciliation". En creux, c'est un désaveu du passage en force de Macron et de son gouvernement au printemps 2024 qui voulait tourner définitivement la page des référendums d'autodétermination avec l'adoption d'une réforme électorale favorisant les loyalistes. C'est cette rupture de la neutralité relative de l'Etat français qui avait entraîné la réaction légitime du peuple Kanak le 13 mai 2024 et les semaines suivantes.

D'ailleurs les loyalistes se sont largement offusqués lors de la visite de Manuel Valls de son attitude jugée trop conciliante, eux qui n'ont eu de cesse de radicaliser leur positions depuis plusieurs mois. Le député macroniste Nicolas Metzdorf et l'ancienne secrétaire d'État en charge de la citoyenneté Sonia Backès, toujours présidente de la province Sud n'ont pas hésité à s'invectiver publiquement avec lui, refusant toute perspective ne serait-ce que d'une "trajectoire vers l'indépendance-association", là où Valls reconnaît le principe d'achèvement nécessaire du processus de décolonisation et le droit inaliénable à l'autodétermination. Le document ouvre différentes hypothèses allant d'un statut de large autonomie dès 2025 au transfert des compétences régaliennes à la Nouvelle Calédonie avec délégation en retour de certaines d'entre elles à la France dans un partenariat maintenu, le tout avec ou sans nouvelle consultation pour valider un accord global.

Pour le FLNKS à l'inverse "la trajectoire vers la pleine

souveraineté doit être assumée par la puissance administrante". Le mouvement s'est félicité de premiers objectifs atteints dans le déroulé de ces discussions même si à ce stade le "document n'engage que l'État". La citoyenneté calédonienne, le corps électoral, les institutions calédoniennes et notamment le rôle des provinces ont aussi été abordés, mais le FLNKS a prévenu que la question des prisonniers et prisonnières politiques était également dans ses priorités. Il exige la présence dans les négociations à Nouméa de son président, Christian Tein, actuellement en détention provisoire dans l'Hexagone et la supervision de l'ONU dans le processus.

Le FLNKS a pu se mandater pour ces négociations lors d'un congrès tenu fin janvier. 650 militants et militantes y ont participé. L'Union Calédonienne (UC), le Rassemblement démocratique océanien (RDO), la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) et le Parti travailliste (PT) étaient parties prenantes de ce congrès. Le Parti de libération Kanak (PALIKA) et l'Union progressiste en Mélanésie (UPM) ont suspendu leur participation aux instances du FLNKS. La motion adoptée établit l'échéance du 24 septembre 2025 (jour anniversaire de la prise de possession de l'archipel par la France mais aussi de la création du FLNKS en 1984) pour un accord "fixant une date d'accession effective de Kanaky à la pleine souveraineté", après une période de transition à organiser.

Ce congrès a aussi acté la création du Front International de Décolonisation fondé avec d'autres mouvements indépendantistes ultra-marins pour renforcer la stratégie commune de reconnaissance internationale.

### Cantines scolaires : la province Sud fait payer les plus précaires.

Février a marqué aussi le début de l'année scolaire en Nouvelle Calédonie Kanaky. Les conditions sont particulièrement difficiles pour la population. La crise économique et sociale s'ajoutent à la situation coloniale et à

la crise politique. Ainsi au moins 2 600 écoliers ne mangent plus dans les cantines de l'agglomération de Nouméa, soit une baisse de 11 à 23% selon les communes d'après Nouvelle Calédonie la 1<sup>ère</sup>. En cause, la hausse générale des prix, aggravée pour les cantines par la décision du gouvernement de la Province Sud de diminuer ses aides, conduisant les communes à augmenter la part des familles. À Nouméa, le cout du repas à augmenter de 16% à 1150 F tandis que, pour les boursiers, la part prise en charge par la Province a diminué de 700 F à 600 F et la part des familles est passée de 100 F à 250 F !

La Province a aussi durci l'accès aux bourses scolaires imposant une résidence de 10 ans dans la province Sud alors même que la crise et l'évolution démographique conduit à de nombreux déplacement de population dans le pays. Certaines communes ne sont pas en reste, refusant les enfants des familles avec impayés.

La hausse des tarifs de transports collectifs, ou leur absence dans certaines zones, est une autre difficulté pour la scolarisation.

Ces mesures s'attaquent évidemment aux familles les plus pauvres qui, du fait colonial en nouvelle calédonie, sont très majoritairement Kanak. Au delà d'une politique réactionnaire, difficile de ne pas y voir une forme de mesure discriminatoire de la part des loyalistes qui dirigent la province Sud, peut-être pour "faire payer" les émeutes ?

### Solidarité en France et à Lyon

Participez nombreux à la soirée de solidarité avec les prisonnier·es déporté·es de Kanaky, le 4 avril à La mairie du 1<sup>er</sup> à Lyon, organisée par le CSK avec projection du film documentaire "Au nom du père, du fils et des esprits" de Dorothée Tromparent qui suit Emmanuel Tjibaou sur les traces de son père Jean-Marie Tjibaou.

Le soutien à la lutte décoloniale s'organise à travers le Collectif Solidarité Kanaky national (CSK) et le collectif 69, animé par le Mouvement Kanak en France (MKF). Après les

premières mobilisations urgentes au printemps et à l'été, le MKF Lyon poursuit son action de solidarité avec les prisonniers et a renforcé ses liens avec le collectif national. A noter que les procédures judiciaires lancées à Nouméa contres les prisonniers politiques de la CCAT ont été dépayés à Paris. Une marche pour la kanaky est prévue le 10 mai et lancera une semaine de mobilisation nationale du 10 au 17 mai en commémoration de la révolte du 13 mai 2024. Ce sera un moment important du soutien au peuple kanak alors que les discussions pour un accord global vont démarrer.

Bernard Teissier



## La résistance ukrainienne a besoin plus que jamais de notre solidarité

A Lyon, la « Semaine de solidarité » autour du 24 février (lourde date anniversaire de l'entrée dans la 4<sup>e</sup> année de résistance du peuple ukrainien contre l'agression militaire impérialiste russe) a été un moment de mobilisation important pour le Collectif 69 de soutien au peuple

ukrainien. Il a pu informer concrètement et mobiliser sur la situation réelle en Ukraine :

- Grâce au le film documentaire *Isolation* suivi d'un débat avec son réalisateur Igor Minaev, avec 80 personnes
- Par l'exposition photographique *Ukraine : en dépit des ténèbres* de Jérôme Barbosa, qui a connu un beau succès
- Par le débat à la mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement animé conjointement avec le C69SPU. 80 personnes ont pu débattre des raisons de cette guerre en Ukraine et de sa portée en Europe.
- Par le rassemblement du dimanche 23 février aux Terreaux à l'appel de nos amis des associations ukrainiennes de Lyon, qui a rassemblé quelque 800 personnes, avec la participation notable du Maire de Lyon Grégory Doucet
- et par le rassemblement du 24/02 place de la Comédie Il y a eu cependant moins de mobilisation que lors de la 1<sup>ère</sup> année de l'agression russe. Mais la solidarité s'est élargie avec des mobilisations non seulement à Paris et dans les grandes villes, mais aussi dans les villes moyennes comme Valence ou Vienne.

**Ni rire ni pleurer mais comprendre pour renforcer la solidarité !**

Sidérants les propos du Président Trump et du Vice-Président Vance, humiliants envers le Président de l'Ukraine Zelensky et son peuple, mais aussi envers les principaux gouvernements européens « alliés » qui ne le sont plus puisque le nouveau « partenaire » prétendu fiable pour « faire la paix » c'est la Russie de Poutine !

En fait ni Trump ni Poutine ne veulent discuter avec le peuple ukrainien. Le seul objectif de Trump c'est la prédation des ressources de terres rares de l'Ukraine, et son seul problème est la signature de Zelensky. Pour cela il a déjà cédé à Poutine avant même un début de négociation la reconnaissance de l'annexion des 4 oblasts (*régions administratives*) de l'est ukrainien par la Russie ainsi que de la Crimée au mépris du droit international, le désarmement de l'Ukraine et sa non entrée dans l'OTAN, la destitution de Zelensky qui ne serait pas élu démocratiquement, la fin des sanctions économiques pour la Russie. Bref Trump défend tout ce que demande Poutine.

Cet « accord de paix » négocié entre l'agresseur Poutine et Trump sans les Ukrainiens et les Européens évoque étrangement les accords de Munich en 1938 qui se sont faits sans les Tchèques, et ont démantelé la Tchécoslovaquie en cédant à toutes les revendications d'Hitler. Pire, au Conseil de sécurité des Nations Unies Trump a voté contre une résolution présentée par l'Europe condamnant l'agression russe en Ukraine. Ce vote contre des USA a été rejoint par par les gouvernements amis des USA : l'Iran, la Biélorussie, le Venezuela, la Corée du nord, le Mali ... tous des pays qui préfèrent les dictatures aux démocraties. Dès le 3 mars le Collectif 69 de soutien au peuple ukrainien

organisait un rassemblement de protestation contre l'humiliation faite à Zelensky dans le bureau ovale le vendredi par Trump et son vice-président Vance, et pour le soutien à l'Ukraine place de la République qui a rassemblé 80 personnes. Mais il n'en restait pas là : il convoquait une réunion unitaire le 17 mars qui a débouché sur la mise en débat d'une déclaration de soutien à l'Ukraine résistante dans la perspective des mobilisations annoncées le 5 avril aux Etats-Unis et notamment à Paris où une manifestation se prépare.

Armand Creus et Gilbert Dumas

## **CONTRE LA GUERRE DE POUTINE ET LA COMPLICITÉ DE TRUMP, POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE : SOUTENONS PLUS QUE JAMAIS LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE**

*(Extraits de la déclaration à l'initiative du Collectif 69 de soutien au peuple ukrainien)*

« (...) Depuis 11 ans, et plus encore depuis 3 ans l'Ukraine est au combat pour sa survie et pour son droit à exister comme nation

souveraine. Le peuple ukrainien est aussi en première ligne pour la défense des principes démocratiques communs aux peuples européens.

Le respect du droit international, quant à la sécurité et la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières de 1991, constitue les conditions minimales d'une paix juste et durable. Sinon Poutine intensifiera la guerre ouverte et hybride sous toutes ses formes (cyber-attaques, campagnes de fake news, soutien aux extrêmes droites...), guerre qu'il mène déjà contre d'autres pays européens.

Il est donc urgent que les gouvernements augmentent leur aide militaire à l'Ukraine et garantissent la sécurité d'un accord pour une paix juste et durable en Ukraine.

Pas besoin de s'en prendre aux retraites et aux budgets sociaux : les 210 milliards d'avoirs russes gelés en Europe doivent être confisqués et servir au soutien renforcé de l'Ukraine. Le droit international le permet et les députés l'ont voté le 12 mars 2025 à l'Assemblée nationale.(...) »

## **Syrie : après l'accord entre les FDS et Damas ...**

Le 10 mars dernier on apprenait la signature d'un accord entre les FDS et Damas. Cet accord (qui comprend 8 articles) prévoit l'intégration au sein de l'Etat, d'ici à la fin de l'année, de toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'AANES. Sa mise en œuvre s'annonce délicate, car elle touche à des points fondamentaux. Sur le plan militaire, l'accord vise à intégrer les FDS au sein des forces de sécurité du nouveau régime. Sur le plan économique, il s'agit de partager les revenus de la production pétrolière, gazière et agricole actuellement sous contrôle kurde, des ressources cruciales pour les autorités de Damas dans cette période de reconstruction alors que le pays a été réduit à un champ de ruines.

Cet accord, qui prévoit un cessez-le-feu, est porteur d'espoirs. Pour les Kurdes, il pourrait dissiper le risque d'une nouvelle offensive turque. Pour Damas, il représente un succès face au risque de morcellement du territoire. Il envoie enfin un signal positif à l'intention des Occidentaux, qui pourraient être incités à lever les sanctions visant la Syrie, et notamment des Etats-Unis, qui maintiennent une présence armée dans le pays pour empêcher un retour en force djihadiste. Salih Muslim a déclaré au nom du PYD : « nous sommes maintenant partenaires dans tous les domaines. Nous sommes partenaires dans tout ce qui concerne cet État : son administration, sa constitution, sa vie quotidienne, son économie, tout ». Et il précise que « Un comité sera formé pour chacun des huit articles. Il y aura un comité pour les forces armées, qui discutera de la manière dont les forces s'intégreront. Un accord sera conclu, puis il y aura une discussion sur la manière dont la gouvernance sera organisée. Ces comités parviendront à un accord d'ici un an. Cela pourrait également inclure une constitution ou une constitution provisoire ».

Tout semblait donc aller pour le mieux lorsque le 13 mars tout a été remis en question. En effet, le président al-Charaa fait savoir ce jour-là qu'il a signé, seul, une « Déclaration constitutionnelle ». Le texte, établi pour une période transitoire de cinq ans, dit garantir notamment la liberté d'expression et les droits des femmes.

Il est précisé que la jurisprudence islamique reste « la source principale » de la législation et l'islam la religion du président, comme auparavant. De plus selon la déclaration constitutionnelle, il appartient au président par intérim de « nommer le tiers » des membres de la future assemblée, « seule responsable du processus législatif ».

La réaction des Kurdes ne s'est pas fait attendre. Dans une déclaration officielle, le PYD déclare que « les autorités de transition à Damas ont entrepris une nouvelle démarche

décevante pour le peuple syrien ». Cette déclaration « ne correspond (pas) aux aspirations du peuple syrien en matière de transformation et de changement démocratique. Cette démarche représente donc la continuité d'une mentalité autoritaire nationaliste, dont les Syriens ont souffert pendant des décennies sous le régime baathiste déchu ». Et de conclure : « Nous réaffirmons que cette approche adoptée par les autorités de transition à Damas ne fait qu'enraciner la crise et sa pérennité dont la Syrie souffre, compliquant davantage la situation et la précipitant vers le chaos. Elle constitue également une atteinte aux efforts visant à démocratiser la Syrie ». La situation reste extrêmement tendue comme en témoigne les récents massacres contre la minorité alaouite. Certes, il y eut probablement au départ une tentative de rébellion des partisans d'Al-Assad. Mais pas seulement. Ces crimes (au moins 1400 morts) illustrent à quel point les tensions inter-communautaires sont toujours fortes. Ils montrent également à quel point, comme le dit le PYD, « le dialogue syro-syrien, avec la participation de toutes les composantes et leur implication dans l'élaboration d'une constitution qui représente les espoirs et les aspirations du peuple syrien, est la voie pour mettre fin à la crise et empêcher l'aggravation du chaos ». Si l'on ajoute à cela la gravité de la crise économique, on imagine à quel point l'avenir n'est pas encore écrit. Et pour l'heure, la question est de savoir ce que sera la réponse d'Al-Charaa.

Gilles Lemée

- AANES : Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie
- FDS : Forces Démocratiques Syriennes, à dominante kurdes
- PYD : Parti de l'Union Démocratique, "parti frère" du PKK, majoritaire au Rojava.

## **Turquie : Erdogan en marche vers la dictature ?**

Le 27 février, Abdullah Öcalan, 75 ans, leader historique du PKK, en lutte armée contre l'état turc et emprisonné depuis 1999, a rendu public un appel intitulé « Appel à la paix et à une société démocratique ». Dans cet appel de portée historique il demande la dissolution du mouvement armé et l'a appelé à déposer les armes et à « convoquer un congrès ». Le message annonce également que les recommandations adressées au PKK impliquent la mise en œuvre d'une politique de démocratisation en Turquie.

Le président Recep Tayyip Erdogan, a confirmé à plusieurs reprises la politique de « la main tendue aux frères kurdes ». Mais dans le même temps, il poursuit sa politique répressive,

accentuant la pression sur l'opposition ! Depuis cette déclaration, le gouvernement turc se montre très discret et apporte des réponses floues. Erdoğan semble intéressé par la question de la paix dont il pourrait passer pour l'auteur auprès de l'électorat de son pays. Mais dans le même temps il n'a aucune intention de démanteler son système répressif ; Quelle preuve éclatante on en a eu le 19 mars dernier avec l'arrestation et l'emprisonnement du maire CHP (parti kémaliste en gros social-démocrate) Ekrem Imamoğlu. Depuis, les Turcs (et pas seulement à Istanbul !)

descendent par centaines de milliers dans les rues du pays pour réclamer la démocratie. Erdoğan répond par la répression la plus brutale. Il paraît décidé à entrer de plein pied dans une carrière de dictateur ! Il est plus qu'urgent que les gouvernements de l'Union Européenne, et de la France en particulier, expriment fermement leur protestation et appellent au retour à une démocratie pleine et entière !

Gilles Lemée

## Solidarité internationale et culture

### Le cinéma, reflet de la société palestinienne Un cinéma entre colère et reconnaissance

Voilà dix ans, en 2015, l'association ERAP (Echanges Rhône-Alpes Auvergne Palestine) organisait le premier festival régional de cinéma palestinien, Palestine en vue. En cette année 2025, la dixième édition, qui se tiendra du mardi 1 au mercredi 9 avril. Palestine en Vue propose aux spectatrices et spectateurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes de découvrir la diversité et la richesse du cinéma palestinien. La soirée d'ouverture du festival se tiendra le mercredi 2 avril à 20h, au cinéma *Le Comoedia*, en présence du réalisateur Rashid Masharawi, invité d'honneur du festival. À 19h aura lieu le vernissage de l'exposition à l'espace Rencontres du *Comoedia*, à l'occasion des dix ans du festival. La cause du peuple palestinien est toujours source d'inspiration pour les cinéastes palestiniens, mais, au-delà du film militant de témoignage, de dénonciation, ils se tournent de plus en plus vers d'autres formes, d'autres narrations, d'autres genres.

#### UN CINÉMA ENCORE JEUNE

Le véritable acte de naissance du cinéma palestinien a lieu en 1982 avec *Noce en Galilée* (Urs al-jalil) de Michel Khleifi. Parce qu'il est question d'un ras-le-bol généralisé de tout un village pris en otage par l'armée israélienne lors d'un mariage palestinien, ce film préfigure la première Intifada de 1987. Le soulèvement par les pierres de tout un peuple est en quelque sorte son cri pour la reconnaissance. «C'est le prolongement d'un processus graduel qui, à partir de la première Intifada, a vu les Palestiniens s'emparer des caméras de télévision pour ne plus seulement être le sujet d'images tournées par d'autres mais devenir peu à peu les véritables auteurs de leur histoire», déclarait Georges Khlefi, dans un article du Monde ..

Les années 90 voient la création d'un grand nombre de films palestiniens, tournés par des cinéastes qui ont grandi sous l'occupation israélienne en Cisjordanie, à Gaza ou dans les camps de réfugiés. Les premières œuvres de Rashid Masharawi et d'Elia Suleiman, futur réalisateur d'*Intervention divine* (Yadon Ilaheyya, Prix du jury à Cannes en 2002), donnent une nouvelle visibilité aux Palestiniens. Hany Abu Assad avait suivi au début des années 2000, avec *Le Mariage de Rana* (Al qods jee yom akhar) et *Ford Transit*, avant de se faire remarquer sur la scène internationale par *Paradise Now*, histoire de deux jeunes kamikazes, sélectionné aux Oscars 2006 et primé aux Golden Globes pour le Prix du meilleur film étranger. Une série de films qu' Hany Abu Assad avait lui-même qualifiée de « road block movies », une référence directe aux barrages militaires israéliens, symbole incontesté de toutes ces productions. Les accords d'Oslo auront été une trêve mais trop courte pour marquer le cinéma palestinien. *Chronique d'une disparition* (Segell Ikhtifa, 1996, titre hébreux puisque Israël est un des pays coproducteurs) d'Elia Suleiman, le film post-Oslo par excellence, montre à lui seul l'impuissance de ces accords de paix avortés depuis. Le personnage principal, interprété par le réalisateur, tourne en rond dans sa ville natale, Nazareth. Il décide de partir pour Jérusalem, capitale du cœur palestinien, en quête d'un nouvel avenir. La ville sainte est barricadée par l'armée israélienne. Il va alors à Jéricho, ville déclarée autonome depuis Oslo, où alarmé par tant d'ennui et de vide,

il fuit vers Nazareth pour retrouver sa famille, sa seule et vraie patrie. Le documentaire n'a jamais quitté la création palestinienne. D'ailleurs, le genre trouve chez l'Arabe israélien Mohamed Bakri un nouveau souffle dans lequel le souci du témoignage est constant. Son premier

documentaire, *1948 (1998)*, donne la parole à deux générations de réfugiés, ceux de 1948 et ceux de 1967, n'hésitant pas par la même occasion à remettre en cause les mythes fondateurs de l'État hébreu. Son second documentaire, *Jénine Jénine*, attire les foudres de la censure israélienne. Le cinéaste doit subir un procès, l'interdiction de son documentaire durant deux ans et un boycottage sévère. Mohamed Bakri avait aussi décrit les violences commises par Tsahal dans le camp de Jénine en 2002.

#### D'UNE INTIFADA À L'AUTRE

La seconde Intifada (2000) propulse une nouvelle génération de cinéastes. On voit aussi arriver des femmes réalisatrices, par exemple Mai Masri (*33 Days*) ou Liana Badr (*Un autre jour à Jérusalem*). Mais la situation des professionnels dans leur ensemble reste précaire. L'occupation israélienne se durcit et la liberté de mouvement des Palestiniens est quotidiennement entravée par le bon vouloir d'une autorité militaire israélienne qui utilise le discours sécuritaire afin de légitimer ses actes. Entre-temps, la vidéo numérique a fait son apparition. Des réalisateurs tels que Subhi Zubeydi ou Aza Ai-Hassan (*News Time*) et la déjà citée Mai Masri s'emparent du nouveau procédé, et pas seulement pour des raisons économiques. Ils jettent également un nouveau regard cinématographique. Le court métrage de Subhi Zubeydi, 38 ans, est éloquent. Dans *Ali et ses amis*, le réalisateur originaire de Ramallah interroge des enfants d'un camp de réfugiés de Cisjordanie sur leurs rêves et leurs envies: «construire un terrain de football dans le camp », « se faire offrir un téléphone portable » ou bien « gagner plus de shekels ». Des réponses en forte contradiction avec les



revendications politiques traditionnelles. Subhi Zubeydi parle de la place de la femme palestinienne et de son rôle (*Femmes au soleil*, 1999), des fractures sociales et religieuses que vivent les Palestiniens (*Ma carte très privée*, 1998). De plus, la figure israélienne est quasiment absente. Un fait nouveau dans la cinématographie palestinienne. Les prochaines œuvres confirment la tendance. Durant l'été 2007, trois films de fiction ont été réalisés, malgré leurs moyens dérisoires : *Pomegranate and Myrrh*, de Najwa Najjar, un triangle amoureux avec pour toile de fond l'occupation, *Salt of This Sea*, d'Annemarie Jacir, le retour d'une jeune Palestino-Américaine sur la terre de ses ancêtres et *Un jour normal* de Rashid Masharawi, les aventures d'un chauffeur de taxi à Ramallah. Dans le Monde diplomatique de février 2001, le journaliste Benjamin Bidas explique que cette génération se met à interroger la précédente. Durant les années 70, les œuvres avaient tendance à montrer le peuple palestinien comme un groupe uni par un drame historique, celui d'avoir perdu un pays sans aucune possibilité d'y revenir. En se focalisant sur les luttes, plus que sur les individus. Le cinéma palestinien jouait ainsi son rôle de provocateur de catharsis

sans se préoccuper de la société et de son intérieur. Les cinéastes d'aujourd'hui nous font découvrir une vie palestinienne, et cela même sous occupation israélienne et pendant que se déroule un des pires génocides de l'histoire contemporaine, qu'il existe des classes sociales, des hommes et des femmes. En racontant les aléas de milliers de personnes, les nouveaux réalisateurs palestiniens racontent à leur manière l'histoire de la Palestine. On ne pourra pas oublier que tout récemment le film documentaire *No other land* ( au programme du festival ) de Basel Adra, Hamdan Ballal, et Yuval Abraham a obtenu l'Oscar du meilleur documentaire . Et comme le proclame le Festival du film palestinien chaque année à Genève « Filmer c'est Exister », nous rajouterons « Filmer c'est résister ».

**La programmation et la liste des films proposés à la 10<sup>e</sup> édition du festival "Palestine En Vue" qui se déroulera du Mardi 1 au mercredi 9 avril 2025, se trouve sur le site d'ERAP [www.erapinfo.free.fr](http://www.erapinfo.free.fr)**

## Vie du mouvement

# Consultation nationale des adhérent·es d'ENSEMBLE! sur le processus de force commune avec L'APRES

Suite aux démarches déjà engagées (cf nos numéros précédents), tous nos adhérent·es sont consulé·es au cours du mois d'avril sur une nouvelle marche à franchir : la construction d'une force commune avec l'APRES. La question claire qui leur est posée est : **"J'approuve le texte cadre politique de convergence (intitulé "Construisons une force commune") qui servira de base à la construction d'une force politique commune avec L'APRÈS". OUI/NON**

Nous publions ci-dessous ce cadre de convergence :

### Construisons une force commune

#### Proposition d'un cadre politique de convergence entre ENSEMBLE! et L'APRÈS (extraits)

Une convergence de forces politiques est possible, si nous nous mettons d'accord sur les tâches politiques concrètes et sur la forme, ainsi que sur les objectifs à plus long terme que recouvre la fondation d'une nouvelle force politique.

1. La montée de l'extrême droite partout dans le monde et le risque néofasciste en France contraignent la gauche et les écologistes à s'unir durablement dans les urnes et dans les luttes. Le social-libéralisme a démontré – notamment en France et en Allemagne – son incapacité à améliorer les conditions de vie des classes populaires et à engager la nécessaire bifurcation écologique. Il n'est donc pas un rempart face à l'extrême droite. Nous devons construire le rassemblement de la gauche et des écologistes sur un programme qui rompt avec l'agenda néolibéral.

2. Dans ce contexte, les deux forces ENSEMBLE! et L'APRÈS s'accordent sur un certain nombre de tâches et sur les orientations à défendre dans le NFP.

- Elles s'engagent à soutenir les assemblées du NFP et à mettre en commun leurs forces pour les développer le plus possible sur le territoire. La rencontre nationale (22 mars) des collectifs et assemblées du NFP est très importante. ENSEMBLE! et L'APRÈS mettent tout en œuvre, nationalement et localement, pour son succès et préparer des suites. Cet objectif est décisif pour maintenir l'unité du NFP.

- Elles soutiennent partout où c'est possible les luttes sociales contre la réforme des retraites, les licenciements, la casse des services publics, contre les attaques racistes et sexistes et contre les projets écicides.

- Pour préparer 2027, elles œuvrent à faire émerger une candidature commune du NFP. Il est absolument indispensable de construire une équipe de porte-paroles du NFP qui travaille collégalement.

3. Pour ancrer le NFP sur une ligne de rupture, il est nécessaire d'avancer vers une grande organisation de classe, unitaire,

pluraliste et démocratique.

Il est possible d'avancer dans cette direction par la construction d'une organisation commune entre ENSEMBLE! et L'APRÈS.

Les deux organisations s'engagent sur le calendrier suivant :

- Nous encourageons nos collectifs locaux à se réunir et même à former localement des collectifs plus larges avec d'autres partenaires comme Génération·s, Picardie Debout, la GES, Nouvelle Donne, qui défendent la même perspective que nous.
- Nous publions sans attendre (en petite brochure) le texte politique « Pourquoi nous nous organisons » discuté en octobre dernier (actualisé si nécessaire).
- Nous développons les initiatives, déclarations et communiqués communs à chaque fois que la situation politique le nécessite.
- Nous adoptons un plan de travail pour une campagne commune pour l'abrogation de la réforme des retraites, sur la santé et sur la lutte contre l'extrême-droite. (...)
- Nous lançons un débat commun (sous forme de bulletins de discussion ou de textes soumis aux militant·es) sur les modalités de fonctionnement démocratique de notre future organisation commune, mais aussi de celle plus large que nous voulons construire avec Génération·s et Picardie Debout. (...)
- Nous travaillons conjointement à l'élaboration d'un programme de l'organisation commune en faisant travailler les groupes thématiques (ou commissions) des deux organisations quand c'est possible.
- Pour favoriser la connaissance réciproque des deux organisations, ENSEMBLE! est invité à s'associer à l'initiative de L'APRÈS (Parlement du 29 mars), sous la forme d'une délégation pouvant prendre part aux débats.

Les instances de décision de L'APRÈS et d'ENSEMBLE! décideront des formes de validation internes (avril) de leurs débats en vue d'une force politique commune en mai - juin 2025.

Dans cette perspective commune serait rediscuté, pour matérialiser le caractère commun de notre démarche, l'acronyme de l'organisation, la formation de l'équipe d'animation.

Pour L'APRES, l'organisation commune pourrait se dénommer APRES, le A signifiant l'Alliance. Elle pourrait adopter un sous-titre, par exemple Les unitaires, qui matérialiserait le caractère commun de la nouvelle organisation.

Les deux organisations espèrent également élargir leurs échanges rapidement notamment à Génération·s et à Picardie Debout, La GES, Nouvelle Donne pour parvenir à une organisation commune rassemblant tous les unitaires.